

PREFECTURE D'EURE-ET-LOIR

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Bureau de l'Urbanisme
et du Cadre de Vie

JJL/AL

Affaire suivie par

Tel. 37.27 70.92

ARRETE N° 1284

EXPLOITATION DE CARRIERE
COMMUNE DE MARGON
ARRETE PREFECTORAL ACCORDANT
L'AUTORISATION A LA SA. S.T.A.R.

LE PREFET D'EURE-ET-LOIR,

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Minier et notamment son article 106 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et de l'Habitation ;

Vu la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques complétée par la loi n° 80.532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance ;

Vu la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

Vu le décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi précitée ;

Vu la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 79.1108 du 20 décembre 1979 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci ;

Vu la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu les décrets n° 85.448 et 85.453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi précitée et modifiant diverses dispositions prises en application du Code Minier ;

Vu le décret n° 85.1506 du 31 décembre 1985 modifiant le décret n° 79.1108 du 20 décembre 1979, notamment son article 20 ;

Vu la demande présentée le 30 septembre 1987 et complétée le 20 octobre 1987 par le Directeur de la SA. S.T.A.R. dont le siège social se situe Route de Craon - 53800 RENAZE, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers située sur le territoire de la commune de MARGON, au lieudit "La Borde", dans les parcelles cadastrées section D n° 2, 4, 9, 490 et section C n° 278, 279, 66, 67, 68, 70 et 71 portant sur une superficie exploitable de 19 ha 12 a ;

S/CA/9/87/28

.../...

Vu l'étude d'impact et ses annexes jointes à la demande de la SA. S.T.A.R. ;

Vu les résultats de l'enquête publique et l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur ;

Vu les avis exprimés par les services techniques et les Conseils Municipaux consultés lors de l'instruction du dossier et de l'enquête publique ;

Vu le mémoire en réponse du pétitionnaire ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Départementale des Carrières lors de sa séance du jeudi 16 juin 1988 ;

Vu le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche - Région Centre -, en date du 11 avril 1988 ;

Considérant qu'il convient d'exploiter la parcelle n° 69 pour ne réaliser qu'un seul et unique plan d'eau ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général d'Eure-et-Loir ;

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - La SA. S.T.A.R. dont le siège social est situé Route de Craon _ 53800 RENAZE, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers située sur le territoire de la commune de MARGON, au lieudit "La Borde", dans les parcelles cadastrées section D n° 2, 4, 9, 490 et section C n° 278, 279, 66 à 71 portant sur une superficie totale exploitable de 20 ha environ.

ART.2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de **DOUZE ANS** à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le pétitionnaire est tenu, s'il désire obtenir le renouvellement de la présente autorisation, d'en faire la demande au moins 6 mois avant la date d'expiration de cette dernière.

ART.3 - La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété de demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Elle est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables, notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées, aux découvertes archéologiques, à la voirie des collectivités locales, et au travail.

ART.4 - L'exploitation est soumise aux conditions suivantes

- l'installation de traitement des matériaux sera conforme à la réglementation relative aux Installations Classées et fera l'objet des procédures réglementaires.
- le stockage d'hydrocarbures est interdit.
- L'entretien et la réparation des engins est interdit.

ART.5 - Avant l'exploitation

- le pétitionnaire fera borner le périmètre soumis à l'extraction,
- des panneaux seront apposés sur chacune des voies d'accès au chantier et comporteront en caractères apparents l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral et l'objet des travaux.
- le bénéficiaire de la présente autorisation devra prendre des mesures nécessaires pour éviter tout dépôt de détritits, d'ordures ménagères, de déchets industriels ou de démolition à l'intérieur de la fouille, éventuellement par la pose d'une clôture,
- un mois avant toute opération de décapage, l'exploitant informera par lettre recommandée, les directeurs des Antiquités Historiques et Préhistoriques, du Programme et de la Localisation de cette opération.
- le pétitionnaire devra signer une convention avec les services du Département dans laquelle il sera stipulé les conditions d'utilisation, d'aménagement, d'entretien et de remise en état de la voirie.

Au fur et à mesure de l'exploitation

- la découverte sera effectuée de façon sélective en deux couches dont la première devra correspondre exclusivement à l'horizon supérieur humifère. Ces terres devront être conservées séparément pour être utilisées au réaménagement de l'excavation et de ses abords.
- l'excavation résultant de l'extraction des matériaux sera aménagée en un plan d'eau d'un seul tenant, selon les plans annexés au mémoire en réponse du pétitionnaire.
- les zones abandonnées de la carrière ou non nécessaires à la poursuite de l'exploitation de celle-ci devront être remises en état sans attendre, en effectuant les travaux suivants :

- Remblaiements complémentaires :

- . sur 50 à 80 m aux abords du Château de la Borde ;
- . à l'extrémité Est ;
- . sur 15 m en bordure de l'Huisne et de la Cloche.

- Remodelage des terres talutées à 2/1 ;

- Plantation des arbres le long de la Cloche.

Dès l'achèvement de l'exploitation et au plus tard à la date d'échéance de l'autorisation

- tous les matériels quels qu'ils soient devront avoir été enlevés de l'emplacement. Il ne devra subsister sur celui-ci aucune épave ni aucun dépôt de matériaux.
- les abords des fouilles devront avoir été régaliés et nettoyés.
- les aires de travail ainsi que les aires de circulation provisoires devront avoir été décapées des matériaux stabilisés qui y auraient été régaliés.
- toutes les berges du plan d'eau ainsi que les emplacements hors d'eau devront avoir été recouverts de terres provenant de la découverte, remises en place sélectivement, puis engazonnés. Les berges ne devront pas être supérieures au niveau du terrain naturel.

ART.6 - A la fin de chaque année d'exploitation, l'exploitant fera connaître à la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche - Région Centre, dans un mémoire accompagné de plans justificatifs, l'avancement des travaux de remise en état des sols et des aménagements réalisés, ainsi que le programme pour l'année suivante.

ART.7 - Modification des conditions d'exploitation.

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant ou allant à l'encontre des prescriptions susvisées doit faire l'objet d'une déclaration préalable au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ART.8 - Abandon des travaux.

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter les travaux, et quatre mois avant la fin de la remise en état des lieux, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'en faire la déclaration au Préfet.

La déclaration, produite en huit exemplaires, fournit les indications de l'article 1er ci-dessus, ainsi que les dates des décisions préfectorales intervenues depuis le début des travaux.

La déclaration est accompagnée d'un mémoire contenant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux visés à l'article 5 ci-dessus et les mesures prises pour éviter les dangers.

ART. 9 - Sanctions.

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues à l'article 142 du Code Minier.

Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité, ou d'hygiène et d'inobservation des mesures en application de l'article 84 du Code Minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Le retrait peut être également prononcé en cas d'inobservation d'un engagement pris lors de la demande d'autorisation.

ART. 10 - Le présent arrêté sera notifié au demandeur. Ampliations en seront adressées à M. le Préfet de l'ORNE, à M. le Sous Préfet de l'arrondissement de NOGENT-LE-ROTHOU, à M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche - Région Centre, à MM. les Maires de MARGON, NOGENT-LE-ROTHOU (EURE-ET-LOIR), CONDEAU (ORNE), M. le Commissaire-Enquêteur et à MM. les Directeurs et Chefs de service consultés lors de l'instruction de la demande. Il sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais du demandeur et par les soins du préfet d'EURE-ET-LOIR, inséré dans un journal régional ou local diffusé dans tout le Département, et affiché en Mairie par les soins de MM. les Maires de MARGON, NOGENT-LE-ROTHOU (EURE-ET-LOIR) et CONDEAU (ORNE).

ART. 11 - M. le Secrétaire Général d'EURE-ET-LOIR, M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de NOGENT-LE-ROTHOU, MM. les Maires de MARGON, NOGENT-LE-ROTHOU (EURE-ET-LOIR) et CONDEAU (ORNE), M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche - Région Centre, MM. les Directeurs et Chefs de Service intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chartres le 17 juin 1988
Le Préfet,

Jean-Louis DESTANDAU

Pour Ampliation,
L'Attaché-Chef de Bureau,

